

## Vermine

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy – 12/01/13

Les investisseurs font grise mine. Ils n'auraient jamais dû venir à Madagascar finalement un pays vermine comme tant d'autres en Afrique où l'éthique et la droiture sont des denrées aussi rares que les ressources naturelles. Leur tort est d'avoir cru que la continuité de l'État avait un sens quelles que soient les péripéties de l'histoire, les changements de régime. On ne peut absolument pas en vouloir aux investisseurs miniers de ne payer que 2% du chiffre d'affaires à l'État. C'est ce qui est écrit dans la loi sur les grands projets miniers. Une loi conçue par des législateurs malgaches et adoptée par le Parlement malgache. Il n'appartient en aucun cas aux investisseurs de remettre en cause les articles de cette loi. Il suffit donc de faire voter une nouvelle loi avec effet rétroactif pour la changer. Il est absolument facile pour un régime mis au ban de la communauté internationale, donc sans aucun risque de se faire taper sur les doigts, de le faire et c'est une prérogative, voire un devoir du président de le réaliser.

L'objectif de cette loi était d'offrir le maximum de conditions favorables pour appâter les grands et vrais investisseurs. C'est exactement le même schéma quand Ratsiraka, au bout du rouleau après 15 ans de socialisme cruel, avait lancé le code des investissements qui allait ouvrir l'ère des entreprises franches. Personne n'avait rien à dire à l'époque étant donné que le pays était à genoux, que la seule façon de créer des emplois était l'instauration de la zone franche qui profitait de l'excellence et du bas coût de la main d'œuvre malgache. Il y avait pourtant de quoi râler avec des salaires de misère et des devises qui filaient entre les doigts comme aujourd'hui. La survie était à ce prix. Les entreprises franches arrivaient par vague de Maurice, de Chine et d'ailleurs. Combien de dollars cela avait-il rapporté à l'État Ratsiraka Peut-être assez pour organiser et gagner des élections pas transparentes ni libres en 1989.

Si aujourd'hui l'État remet en cause les conditions dans lesquelles ces entreprises franches évoluent, il est clair qu'elles vont toutes mettre la clé sous le paillason. Certaines, lassées par le délestage ont déguerpi depuis longtemps pour s'installer au Bahamas, au Vietnam, aux îles caïmans .... où les conditions sont bien meilleures. D'autres sont parties avec l'AGOA.

Les projets miniers en feront inmanquablement autant. Pour venir à Madagascar, pays vierge de toute infrastructure, ils ont dû s'emmer avec l'énergie pour pouvoir fonctionner et tous les accessoires comme le port et les hommes. Ce qui multiplie le coût de l'opération par trois ou quatre que si le projet était implanté ailleurs. Il faut ainsi être blindé de courage et d'audace pour venir investir dans un pays comme Madagascar, un sanctuaire de la nature où les pratiques sont justement restées à l'époque féodale.

Quand on ajoute les chantages des autorités politiques à court de fonds électoral et de budget d'investissement, le risque est multiplié par dix. Il a suffi que le président de la Transition renie en public le discours qu'il avait prononcé lors du lancement de la production à Ambatovy le 5 octobre 2012 pour que ça déclenche des réactions hostiles, agressives voire xénophobes aussi bien à Alaotra Mangoro qu'à Tolagnaro. Les faits sont si ressemblants pour être fortuits. C'est le directeur de campagne du président de la Transition lors du référendum de 2010 qui lui emboîte le pas en premier reprenant son discours. À Tolagnaro, ce sont des manifestants d'une association locale qui perturbent les activités du QMM.

Un début d'intimidation dont l'objectif final est de contraindre les compagnies minières à passer à la caisse à travers diverses manières comme un audit imaginaire confié à des cabinets véreux dont la « renommée » n'est plus à faire.

Ce qui paraît improbable et impensable quand on sait que quatre grands pays et quatorze banques de gabarit international sont associés dans le projet Ambatovy dont le montant des investissements équivaut à 6 milliards de dollars. Ils ne laisseront certainement pas la proie pour l'ombre. Cela rendra davantage déplorable le classement de Madagascar dans le Doing Business. Reste à savoir si cela empêche quelqu'un de dormir.

On peut s'estimer heureux d'avoir des investisseurs sérieux qui se soumettent aux règles de l'EITI . Mais c'est justement ce qui semble déranger. D'autres exploitants marginaux paient cash et narguent l'EITI. ça ne paie pas de mine.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3224-humeur/vermine.html>